

couches de la bourgeoisie pour restaurer le crédit public et le crédit privé.

L'industrie fut d'abord stimulée par la reconstruction des régions dévastées : plus de 100 milliards furent dépensés à cet effet; dont les trois quarts environ alloués à des particuliers, un quart affecté à la remise en état des routes, ouvrages d'art, bâtiments publics : le capitalisme français préparait ainsi les voies de son nouvel épanouissement. L'inflation et la dépréciation de la monnaie nationale vinrent ensuite, par la prime qu'elles accordent à l'exportation, donner un nouvel élan à l'industrie en pleine croissance. Cette industrie étant favorisée dans ses prix de revient par le fait que les prix intérieurs se tenaient au-dessous de la parité mondiale et surtout par le bon marché relatif des produits agricoles : cette circonstance permettait aux industriels de donner aux ouvriers des salaires inférieurs à ceux des pays concurrents, et, d'ailleurs, très inférieurs à la hausse des prix intérieurs eux-mêmes.

En raison de l'activité de l'industrie, et malgré la crise mondiale du charbon, la production française de la houille s'est accrue, au début de 1929, de près de 28 %, par rapport à 1913. Ici aussi l'appareil de production se perfectionne : en 1928, les trois quarts de l'extraction (au lieu de 44 % en 1925) sont faits avec des marteaux à air comprimé. L'industrie charbonnière française a connu une grande prospérité pendant ces dernières années, sur la base d'une rigoureuse exploitation des ouvriers de la mine (1).

Mais c'est surtout dans la métallurgie que le capitalisme français a conquis une place de premier plan. La production de la fonte pour l'année 1928 représente une augmentation de 97 % par rapport à 1913, celle de l'acier une augmentation de plus de 102 %. Et, ce qui est plus important encore, la production de 1928 dépasse respectivement de 7,5 % (fonte) et de 11,5 % (acier) celle de l'année 1926, année-record où intervenait la prospérité factice de l'inflation : l'industrie métallurgique française a donc doublé victorieusement le cap de la stabilisation, et c'est à juste titre que les économistes bourgeois peuvent écrire : « L'année 1928 a été très favorable à tous points de vue pour la grosse métallurgie française. La crise qui avait sérieusement restreint ses débouchés en 1927 s'est atténuée au point de faire place à un afflux de demandes qui a permis un rajustement nécessaire des prix. »

Une autre remarque permettra de mesurer le chemin du capitalisme français : la production française de l'acier représentait en 1913, 59 % de la production anglaise, or, pour l'année 1928, elle dépasse de près de 10 % la production anglaise (bien que la production anglaise ait elle-même largement dépassé son niveau d'avant guerre). Quant à la fonte, la production anglaise est dépassée en 1928 de près de 53 %. Encore la progression ne semble-t-elle pas devoir s'arrêter là, puisque le chiffre de production de la fonte en janvier 1929 (905.000 tonnes métriques) constitue

un nouveau record représentant environ 212 % de la moyenne mensuelle de 1913, et près de 158 % de la production anglaise du même mois. Dans ce domaine, le dynamisme de la production française est plus rapide que celui du capitalisme américain... Et il s'agit de la métallurgie : industrie de base de l'impérialisme ! Jusqu'à présent, la métallurgie française a pu trouver facilement des débouchés. D'abord en raison de la faculté d'absorption accrue du marché intérieur (la consommation de fonte de la France a augmenté de 50 % de 1913 à 1925. — « Annuaire Statistique », 1926.) Ensuite, en raison de l'organisation du marché par le Cartel continental de l'Acier. Mais la situation changera du fait d'un réveil de la métallurgie anglaise ou de l'expansion américaine. Alors entreront en conflit les trois puissances sidérurgiques du monde : l'Entente (continentale) de l'Acier, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis (dont le trust de l'acier ne concentre pas encore la moitié de l'industrie nationale) ; mais, peut-être, la Grande-Bretagne recherchera-t-elle plutôt une alliance contre l'Amérique avec l'Entente de l'Acier.

Par ailleurs, l'industrie des machines a beaucoup augmenté, et, dans ce domaine, la France est devenue exportatrice.

Dans d'autres branches, comme le textile, où l'ensemble de la production s'est maintenu au niveau d'avant guerre, la jeune industrie de la soie artificielle a réalisé d'importants progrès, sa production en 1927, n'ayant pas augmenté de moins de huit fois depuis 1913 ; mais, ici, la progression n'est pas comparable à celle des Etats-Unis multipliant quarante-huit fois, en 1927, leur production de 1913, ni même à celle de l'ensemble de l'Europe atteignant le coefficient 12.

Cette progression industrielle s'accompagne dans tout le pays d'un rapide **procès de concentration**, et l'ensemble de la production est contrôlé par un nombre de groupes très restreint.

L'activité économique de la France se marque également dans les progrès de l'électrification : sur les 38.000 communes, 2.000 étaient électrifiées en 1911, le chiffre monte à 8.200 en 1922, à 18.000 en 1928.

Cette activité se manifeste aussi bien dans la sphère de la circulation que dans celle de la production. Les résultats de l'exploitation des grands réseaux de chemins de fer, après avoir marqué une hésitation en 1927 (au début de la stabilisation de fait) sont au « beau fixe » (« Le Temps », 23 juillet 1928). L'année 1928 leur apporte, dans son ensemble, un gros supplément de recettes. La statistique des wagons chargés, indice assez sûr de l'activité économique, donne pour l'année 1928, un chiffre bien supérieur à celui de 1927, et très sensiblement égal à celui de l'année-record 1926. Enfin, le capitalisme français, préparant les moyens de nouvelles expansions, vient d'inaugurer deux nouvelles voies internationales de chemins de fer, conduisant en Espagne et en Italie.

Le trafic maritime connaît également une grande activité et une constante progression : les statistiques portant sur le tonnage des entrées et

des sorties dans les ports donnent, à ce sujet, des indications intéressantes. Les entrées pour 1928 marquent un progrès de plus de 50 % sur 1913, et de plus de 18 % sur 1926 ; les sorties, dont l'augmentation est plus forte encore, atteignent un accroissement de près de 80 % sur 1913 et de 23 % sur 1926. On aura une idée de l'importance relative de ce trafic en précisant que le chiffre des entrées n'est inférieur que d'un dixième environ, et celui des sorties d'un tiers aux chiffres des Etats-Unis ; la même proportion existe par rapport à l'Angleterre qui, ici, aligne des chiffres sensiblement comparables à ceux de l'Amérique.

Si l'on examine le commerce extérieur de la France pendant l'année 1928, on constate tout d'abord qu'il a augmenté en valeur de près de 38 % par rapport à 1913. On constate surtout que les exportations ont augmenté relativement beaucoup plus que les importations. Si l'on se réfère aux quantités, les importations de 1928 dépassent celles de 1913 de 11 %, tandis que la progression des exportations pendant la même période, dépasse 86 %. Enfin, la balance commerciale visible, traditionnellement passive, a été active (excédent d'exportations en valeur) de 1924 à 1927 inclusivement.

Certes, en 1928, la balance commerciale visible redevient passive, les importations (53.448 millions) l'emportant en valeur de plus de deux milliards sur les exportations (51.346 millions). Mais il n'y a pas lieu d'attacher une importance capitale au sens de la balance commerciale visible en ce qui concerne la France : le déficit des paiements extérieurs y est largement compensé par les recettes provenant des dépenses des touristes : celles-ci, en effet, ont pris une extension considérable puisqu'elles sont évaluées entre 6 et 12 milliards annuellement.

Par rapport à 1927 les importations sont en légère augmentation, tandis que les exportations ont baissé en valeur de plus de trois milliards et demi, soit près de 7 % de l'ensemble (portant sur l'exportation de « Matières nécessaires à l'industrie » et sur les « Objets fabriqués »). Or, dans le même temps où les exportations diminuaient en valeur, elles augmentaient dans l'ensemble en quantité. Voici l'explication qu'en donne la Banque de France dans son Rapport annuel pour 1928 : « Cet abaissement du chiffre des exportations, qui coïncide avec une augmentation sensible des quantités exportées, paraît provenir des **réductions de prix** consenties par les producteurs français, vendeurs sur les marchés extérieurs, en vue de sauvegarder les débouchés qu'ils avaient vu s'ouvrir devant eux au cours des années précédentes. » L'explication peut être accueillie, mais seulement dans une certaine mesure, car il faut remarquer que, pour les « Objets fabriqués », les quantités sont, elles-mêmes, en régression. Il faut donc voir aussi dans le recul de la valeur des exportations en 1928 un symptôme de l'importance que prend déjà la question des débouchés, sinon pour l'industrie lourde, dont les carnets de commandes sont bien remplis, mais pour toute une partie de l'industrie de transformation. Le symptôme s'est encore singulièrement aggravé au dé-

but de l'année 1929 : pour le premier trimestre 1929, en face d'une augmentation considérable des importations (par rapport au premier trimestre 1928), les exportations ont diminué sérieusement à la fois en valeur et en poids.

Et les prix ?

Les prix de gros intérieurs ont-ils désormais atteint le taux des prix mondiaux ? Pas tout à fait, mais il s'en faut, semble-t-il, de très peu de chose. D'après la Statistique générale, pour un indice général de 653 en mars 1929, les produits nationaux interviennent pour 647, les produits importés pour 665 (en février, 648 et 658). On le voit, l'écart est faible, mais il ne provient plus du bon marché des produits agricoles indigènes (les ciseaux américains sont encore plus largement ouverts que les français), il semble provenir du prix un peu plus bas des produits industriels français en raison d'un taux inférieur des salaires.

Quant aux prix de détail, ils n'ont cessé de monter et de se rapprocher des prix de gros pendant toute l'année 1928, et leur écart avec les prix de gros, en mars 1929, n'est plus que de 46 points.

On peut donc conclure que, dans l'ensemble, l'économie française a réalisé des progrès formidables depuis la fin de la guerre ; son appareil de production s'est élargi, les échanges se sont multipliés, la conjoncture est bonne. Mais déjà, le ralentissement des exportations en objets fabriqués, la perspective d'une lutte plus difficile avec la concurrence étrangère, impose au capitalisme français de poursuivre la **rationalisation** de son appareil industriel.

La **rationalisation**, c'est l'ensemble des mesures d'organisation prises par le capital contemporain pour intensifier la production en diminuant le prix de revient, pour remédier, dans une certaine mesure, à son anarchie.

Elle comporte principalement deux ordres de mesures :

Les premières consistent dans le renouvellement de l'outillage, dans la concentration de l'industrie au voisinage des matières premières (et, par conséquent, la suppression des entreprises à mauvais rendement ou à frais généraux trop élevés), dans une organisation judicieuse du travail évitant les pertes de temps et les mouvements inutiles du travailleur. Dans une large proportion, ces premières mesures ont déjà été appliquées à l'industrie française, surtout à l'industrie lourde.

Le second ordre de mesures destinées à intensifier la production et à diminuer le prix de revient consiste dans une surexploitation de l'ouvrier : diminution du nombre de travailleurs employés dans les entreprises, et sélection de ceux qui représentent la plus grande force-travail, renforcement de la discipline du travail, maintien des salaires pour un rendement accru. Ce deuxième ordre de mesures n'est, en France, qu'à son début, mais c'est sur lui surtout, que peut compter désormais le patronat français pour abaisser les prix de revient, selon l'avertissement donné par les chiffres du commerce extérieur. La mise en œuvre de ces dernières mesures, plus rigoureuse à mesure que la concurrence des prix deviendra

(1) De 1922 à 1927, les Mines de Lens ont vu tripler le chiffre de leur bénéfice net.